
[L'indécence d'un budget de classe](#)

Le 26-07-2025

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

François Bayrou présentant le budget 2026

par Jean-Michel Toulouse, membre du Bureau politique du Pardem

Bayrou, l'éternel pourfendeur de la « dette », celui qui a tué et dissimulé les scandales de la maltraitance des enfants dans certaines "écoles" catholiques, Bayrou, le "centriste" et donc "l'extrême centre", antichambre de l'extrême-droite, Bayrou, le Premier ministre indigne, qui concocte un budget scélérat contre les travailleurs, les retraités, la jeunesse et les pauvres, cumule les infamies et les poncifs de caniveau !

Rappelons à cette occasion qu'aucun État endetté n'a jamais résorbé sa « dette » : il se contente de la faire « rouler ».

Qu'on en juge :

1- Un plan d'austérité de 43,8 milliards d'euros pour 2026 après un premier budget concocté déjà par cet "expert" pour l'année en cours, qu'il a fait passer par 49-3 et qui organisait un "plan de redressement" des comptes publics de 32 milliards de baisse de dépenses !

2- Bayrou, Premier ministre, alors que la pauvreté explose : 9,8 millions de nos compatriotes survivent en dessous du seuil de pauvreté, du jamais vu en France depuis le XIXe siècle, ose présenter un budget austéritaire d'une violence digne d'un "centriste" ! Sous prétexte de réduire le déficit de l'État à 4,6 % en 2026, puis à 4,1 en 2027, à 3,4 en 2028, pour finir à 2,8 en 2029, ce triste sire impose une cure de misère et de restriction de plus de 200 milliards en cinq ans !

3- Avec l'aplomb d'un menteur invétéré, il prévient que le pays est « à la dernière station avant la falaise », ou que « le pronostic vital de la France est engagé ». Comme Fillon qui avait prétendu « être à la tête d'un État en faillite ». Porte-parole du MEDEF, Bayrou présente deux plans : « Stop à la dette » et « En avant la production ». Et les deux sont d'une férocité innommable contre le peuple des travailleurs et travailleuses !

- a- Sept milliards d'économie avec une "année blanche" qui sert à désindexer les retraites, les allocations, et les barèmes de l'impôt par rapport à l'inflation. Cette mesure fera encore reculer les revenus des plus pauvres et notamment des titulaires du RSA !
- b- Suppression de 3 000 postes dans la Fonction Publique d'État, non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, non revalorisation des salaires ! Ce qui conduira à une dégradation des services publics et à l'accélération de leur privatisation.
- c- « Lissage conjoncturel » du budget des collectivités territoriales, les privant de 5,3 milliards d'euros !
- d- Cinq milliards d'euros "d'économies" sur la santé et les hôpitaux alors que ceux-ci sont déjà exsangues ! Volonté cynique de porter atteinte à l'ALD, les affections de longue durée, dont il prétend que les malades "abusent", ce qui constituera pour eux une double peine ! Bayrou revendique vouloir utiliser l'IA pour s'occuper « des besoins réels des Français », c'est-à-dire raboter encore les moyens de la santé ! Doublement de la franchise médicale à 100 euros à la place de 50 et chasse indécente aux arrêts de travail soit disant "abusifs" !
- e- Suppression de l'abattement de 10 % pour les retraités touchant plus de 1 600 euros de pension. Ceux qui perçoivent plus étant considérés comme des retraités « à l'aise » !

-
- f- Vague "engagement" du pouvoir sur une « contribution de solidarité des plus fortunés », dont on sait ce que cela ne constitue pas une imposition juste sur le capital ou sur les 100 milliards de dividendes versés aux actionnaires en 2024

On voit donc qui va payer ces 43,8 milliards d'euros d'économies » : les classes populaires, les petites classes moyennes et les plus précaires. La bourgeoisie, elle, poursuivra son mode de vie dans ses jets et ses villas luxueuses !

- g- De plus Bayrou annonce une nouvelle "réforme" de l'assurance chômage et des attaques contre les minimas sociaux. Il a même l'arrogance de vouloir « remettre les Français au travail » ! Et ceci par la suppression de deux jours fériés, dont - suprême infamie - le 8 Mai, symbole de la résistance au fascisme et de la victoire sur Hitler, ce que, déjà, Giscard d'Estaing avait essayé en vain de faire il y a plus de cinquante ans !
- h- Alors que les capitalistes reçoivent de l'État, sans aucun contrôle d'efficacité, plus de 211 milliards d'euros par an (dernier rapport du Sénat, qui n'est pas, pensons-nous, l'avant-garde du bolchévisme), Bayrou a l'intention de continuer à creuser les déficits en maintenant cette "aide" indue aux entreprises (grandes et déjà bénéficiaires) ! Rappelons que cela explique en grande partie la dette actuelle et que depuis que Macron est au pouvoir, c'est 1 000 milliards de plus qu'il faut ajouter à cette dette ! Il s'agit d'une véritable mise à disposition de l'État national aux capitalistes.
- i- Par contre, ni Bayrou ni Macron ne lésinent à quand il s'agit de financer une économie de guerre. Macron annonce 57 milliards pour la Défense ! 67 en 2027 et 100 en 2030 ! Sous prétexte de "menace russe", Macron, complice de l'UE, encourage la course aux armements, alors que notre industrie est moribonde (elle pesait 23 % du PIB français en 2000 avant l'euro, elle ne pèse plus que 9 %) ! On voit bien que ceci n'est que la soumission servile de la France aux injonctions de Trump et de l'OTAN. Le discours martial de Macron le 13 juillet dernier n'est que la traduction de cette servilité ! (Lire notre article [SOMMET DE L'OTAN : un nouveau pas de géant vers la guerre](#))

Pour faire face à cette épouvantable avenir entièrement défini par les intérêts des classes dominantes liées aux classes dirigeantes, que peut-on attendre des partis politiques actuels, de droite comme de "gauche" ? Chacun des partis en place cherche déjà des arguments pour ne pas censurer Bayrou à la rentrée (comme le RN ou le PS). Ce n'est pas à l'Assemblée nationale qu'il faut attendre le changement !

En fait, si Bayrou dans sa volonté destructrice annonce déjà - obsession de la bourgeoisie compradore française - d'en finir avec les 35 heures, la cinquième semaine de congés payés, le droit du travail, le droit aux arrêts maladies, les conquêtes de la Sécurité Sociale, il s'inscrit dans le droit fil des propositions du MEDEF sur le remplacement des cotisations sociales par la TVA et la CSG. Ce qui serait le dernier clou sur le cercueil de la Solidarité nationale organisée par le système de Sécurité Sociale.

Ce plan scélérat n'est que le début d'un plan global de retour au XIXe siècle, de destruction de tous les acquis de 1936 et du CNR, des conquêtes obtenues en 1968. D'ailleurs Kessler, ancien maoïste qui a fini président adjoint du MEDEF, n'avait-il pas annoncé la couleur en 2007 en déclarant que son projet était simple : « *défaire méthodiquement le programme du CNR* »...

Seule la mobilisation populaire partout en France pourra faire reculer ce pouvoir inféodé au système néolibéral dont le credo est toujours plus de profits pour les actionnaires et toujours plus de régressions sociales ! La lutte des classes et la détermination autonome du peuple devra mettre fin à l'hégémonie de cette bourgeoisie prédatrice et mortifère pour notre pays ! La sortie de l'Union européenne et de l'OTAN sont les conditions incontournables pour construire démocratiquement et souverainement une nouvelle politique favorable au peuple.

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire